

Dans un ouvrage de 320 pages, grandement médiatisé depuis sa parution, Serge Michailof, chercheur à l’Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignant à Sciences Po, nous livre une analyse de la situation des pays du Sahel et en particulier les États francophones de cette zone géographique, dont la dégradation semble représenter une menace pour la France. La question principale soulevée est de savoir quelle sera l’évolution de ces pays dans les dix à quinze prochaines années ? Partant d’un état des lieux largement documenté, l’auteur analyse les facteurs de leurs fragilités, se demandant si ces pays ne sont pas en voie d’« afghanisation » et se posant *in fine* la question du « Que faire ? ».

Quelle est la véritable situation de l’Afrique ?

Cette première partie est centrée sur l’expression d’une réelle inquiétude pour l’Afrique subsaharienne et le Sahel en particulier. Dès l’avant-propos, le contexte est posé : le continent est un véritable baril de poudre; cette poudre serait la démographie galopante et le détonateur (p. 8) : l’emploi. Or, depuis le milieu des années 1990, le continent semblait connaître un redressement économique, caractérisé par des taux de croissance élevés qui ont permis une amélioration des conditions de vie et l’atteinte de certains objectifs sociaux : éducatifs et sanitaires en particulier. C’est ce que note Pierre Jacquemot (2013)¹, pour lequel l’Afrique subsaharienne était bien partie. Elle sortait de son sous-développement endémique. Son dynamisme, perceptible depuis le début du siècle, avait constitué une donnée nouvelle dans l’économie-monde. C’est ce que soulignent également Severino et Ray (2010)², qui s’attaquant au débat entre « afro-optimistes » et « afro-pessimistes », déclarent que le continent est de retour, après être mal parti. La croissance économique a repris, soulignent-ils, les classes moyennes se développent et l’Afrique se trouve désormais au centre de nouveaux enjeux mondiaux.

Cet optimisme, affirme Michailof, repose en grande partie sur une illusion. Les progrès évoqués sont répartis de manière hétérogène sur le continent. La progression de certains pays tranche avec la stagnation voire la régression des autres, représentant de fait une menace à la fois pour leurs voisins mais également pour la France et l’Europe par l’intermédiaire de flux migratoires d’une ampleur sans précédent. Selon l’auteur, « on est passé trop facilement de l’afro-pessimisme à l’optimisme bâtarde qui ne voit plus dans les pays africains qu’un eldorado pour investisseurs ». Or, le Sahel est une zone immense qui comptera 200 millions d’habitants en 2050 (p. 189), et dont les États cumulent une série impressionnante de facteurs de fragilité.

Certes les différents pays comme le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso, n’ont rien de commun sur les plans géographique, historique ou

L’Afrique en marche entre route et dédale

Aicha Benamar

Africanistan. L’Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ?

Par Serge Michailof

Éditions Fayard, Paris, 2015, 320 pages, 15.99€,
ISBN: 978-2213687131

culturel. En revanche, ils partagent de graves fragilités structurelles : une démographie importante, une agriculture en panne et une grande misère rurale. Ils se caractérisent, en outre, par un faible accès à l’électricité, un manque de création d’emplois et une aggravation des fractures ethniques et religieuses.

Selon Sylvie Brunel (2014)³, quand une croissance économique forte est observée sur la moyenne durée, dans ces pays, elle ne crée pas pour autant des emplois, en tout cas pas à la hauteur des enjeux démographiques. L’inquiétude est donc fondée : les cohortes de jeunes vont continuer de croître. Les chiffres sont impressionnantes. Les arrivées annuelles sur le marché du travail devraient passer de 17 millions en 2010 à 27 millions en 2030, souligne l’auteure. S’ils continuaient à être aux prises avec des difficultés qui les empêchent de réaliser leur potentiel, ajoute-t-elle, l’affirmation sociale des jeunes en grand nombre, mal formés pourraient verser dans la contrebande, la délinquance, et/ou l’aventure-émigration.

L’hypothèse avancée par Christian Bouquet (2013)⁴ est formulée en termes de recompositions territoriales reposant sur un faisceau de logiques relevant, selon le cas, de divers trafics, dans des zones qui échappent au contrôle des États et pâtissent d’un retard de développement. Cette forme de déliquescence de la gouvernance publique, ne constitue-t-elle pas un processus qui peut déboucher sur ce que l’auteur appelle des « États faillis »⁵ (ou effondrés), tant le spectre de la « somalisation » plane sur ces pays fragiles qui sont dans la tourmente ?

Les États fragiles dans la tourmente

Dans la seconde partie de son ouvrage, Michailof répond à la question de savoir « à quoi tient la fragilité de certains États » ? Les éléments de fragilités, dit-il, relèvent d’un choc entre contraintes économiques et démographie. Nous admettons que la croissance économique, bien que souvent réelle, ne crée pas assez d’emplois pour répondre aux besoins des jeunes qui arrivent massivement sur le marché du travail.

La faiblesse des institutions, ajoute l’auteur, fragilise les États, caractérisés par des institutions publiques inefficaces, souvent incapables de fournir les biens et les services publics attendus par la population ; qu’il s’agisse d’eau potable, de sécurité, de justice ou d’entretien des routes. Nous retiendrons que pour mesurer la fragilité d’un État, l’auteur propose trois critères : le contexte politique, la qualité des institutions et de la gouvernance ainsi que la capacité espérée du pays à surmonter les défis qui se présentent à lui. Dans les États africains, souligne-t-il, le contrôle de l’appareil d’État constitue, depuis les indépendances, un moyen de s’approprier et d’accumuler les richesses, expliquant ainsi le développement de la corruption dans les affaires publiques. Comment démanteler, voire détruire, les mécanismes prédateurs internes à ces institutions, briser les réseaux ethnico-politiques et reconstruire ces institutions avec l’efficacité et sortir les États de la tourmente ? La question reste entièrement posée.

Il faut certainement reconnaître que la plupart de ces États sont jeunes, en proie à des divisions régionales, ethniques et religieuses ; ils n’ont pas pu établir des systèmes politiques reconnus comme légitimes. Avec des reliefs parfois accidentés et/ou désertiques rendant ces zones difficilement contrôlables, la géographie constitue un réel obstacle à la construction de ces États. Un autre obstacle réside dans les guerres et conflits interethniques et interreligieux.

Explorant une autre dimension de la fragilité à travers une approche politico-économique, Michailof met en exergue la nécessité pour les États de maintenir des relations pacifiques avec leurs voisins et les systèmes internationaux existants.

Leçons d’Africanistan pour le Sahel

L’auteur se demande si le Sahel n’est pas en voie d’« afghanisation » ? Expliquant que la sécurité ne peut être durablement confiée à des forces étrangères, il affirme que les agences d’aide doivent suivre une stratégie d’intervention réfléchie. La priorité, ajoute-t-il,

doit être donnée à la reconstruction d’institutions régaliennes modernes et efficaces.

Certes, contrairement à l’Afghanistan, les pays du Sahel francophone n’ont pas traversé 35 ans de guerre civile et leur degré de fragilité, bien qu’élévé, est moins important. Ils se trouvent sur de nombreux points en meilleure posture que l’Afghanistan, parce qu’ils disposent tous d’une véritable administration. Or, si les groupes ethniques en opposition avec les gouvernements locaux sont minoritaires, ce n’est pas le cas des groupes sous influence religieuse qui ne cessent de s’étendre, comme c’est le cas pour l’islamisme extrémiste et radical. Il faut tirer des leçons des échecs de l’intervention de la communauté internationale en Afghanistan.

Malgré les différences culturelles entre l’Afghanistan et le Sahel, certaines similitudes rendent pourtant la comparaison pertinente. Ces similitudes résident dans l’impasse démographique, la stagnation de l’agriculture et de l’économie rurale, le chômage de masse, la perte d’espoir des jeunes, l’urbanisation anarchique, les migrations massives, les fractures ethniques, politiques et religieuses, la grande faiblesse de l’État dans les zones périphériques, le développement de l’économie informelle, les risques de prolifération de groupes djihadistes ainsi que l’impasse budgétaire pour mener de front action militaire et développement.

La consolidation voire la reconstruction des institutions régaliennes au Sahel doit figurer dans les priorités de toute intervention. La sécurité ne peut pas être durablement confiée à des armées étrangères qui peuvent être considérées comme des forces d’occupation. Aussi, existe-t-il une urgence dans la reconstruction d’armées nationales dont la légitimité serait reconnue par les populations.

Que faire ?

Dans notre monde instable, affirmaient Michailof et Bonnel en 2010⁶, « nombre de régions à la dérive sont devenues de dangereux chaudrons où bouillonnent misère et frustrations ». Cette situation réfère aux chocs qui, au cours des prochaines décennies, vont frapper d’abord le Sud puis, par ricochet la France et l’Europe. L’un des rares outils disponibles pour permettre de construire des États viables dans les régions en crise serait, selon l’auteur, une aide publique au développement entièrement repensée. L’aide internationale peut contribuer à faciliter le développement des pays qui en sont bénéficiaires. C’est principalement sur ce point que des leçons sont à tirer de l’Afghanistan et notamment des erreurs qui y ont été commises et ont conduit à la situation actuelle du pays. Le véritable enjeu n’est pas comme l’annonçaient les Américains en Afghanistan d’« exterminer les ennemis » mais de répondre au désespoir d’une jeunesse sans capacité d’insertion économique ou sociale.

Pour ce faire, « faut-il accroître cette aide internationale », s’interrogent

Cohen, Guillaumont-Jeanneney (2006)⁷; l'approche préconisée étant de raisonner en termes de besoins quantifiables? Or, la difficulté ne réside-telle pas dans la détermination de ces besoins? Et même si ces besoins étaient identifiés, serait-il possible d'y répondre en situation de crise mondiale ?

La crise, souligne Saba Apollinaire (2008)⁸, influence les flux d'investissements directs vers l'Afrique (IDE) ainsi que l'aide publique au développement (APD). Ce phénomène s'explique par l'assèchement des liquidités dans le système financier mondial et la baisse de crédit doublée de l'aversion au risque pendant les périodes de crise. Certains auteurs (notamment Guillaumont et Chauvet, 2001)⁹ ont fait remarquer que l'une des raisons des mauvaises performances économiques des pays en développement, malgré l'aide dont ils bénéficient, était leur exposition et leur vulnérabilité à des chocs exogènes, notamment sur les prix des matières premières. Dès lors que l'on prend en compte les effets de cette vulnérabilité, l'aide apparaît efficace, et elle l'est d'autant plus que le pays est très vulnérable. Il s'agirait selon les deux auteurs de penser les modalités de l'aide en fonction de cette vulnérabilité et de concevoir des instruments financiers adaptés, de façon à ce que la reprise prévisible des prêts aux pays pauvres ne conduise pas à l'émergence d'une nouvelle dette insoutenable.

L'exploitation des ressources minières et pétrolières pourrait représenter une solution à l'ornière budgétaire, permettant ainsi de combiner le financement de la restauration de la sécurité ainsi que du développement. Or, une telle exploitation nécessite des investissements colossaux

et l'expérience montre que les grands investisseurs internationaux sont réticents à s'engager dans des zones où règne l'insécurité. On sait par ailleurs que le problème d'insécurité est difficile à résoudre.

La création d'emplois en milieu rural et en particulier la mise en place dans chaque pays d'un mécanisme de pilotage stratégique des ressources d'aide à l'international pourrait être la solution. A ce propos, l'auteur plaide pour la restructuration du ministère du Développement et de la Coopération internationale que les gouvernements successifs ont déstructuré depuis 1997. Pourrions-nous rêver à cela dans un contexte de rationalisation des dépenses, sous tous les cieux ?

À court terme, une agriculture familiale performante est le seul domaine d'activité qui puisse créer massivement des emplois et ainsi absorber une partie de l'arrivée des jeunes sur le marché du Travail. Il est en effet urgent de développer l'agriculture africaine qui se trouve à la traîne, caractérisée par une absence de progrès significatifs en matière de cultures intensives et une irrigation insuffisante des terres. Si cette situation est notamment à imputer au très faible budget alloué par les États au secteur agricole, l'aide internationale a également une part de responsabilité puisque le sujet même de la pauvreté rurale était absent de la liste des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

L'urgence réside d'abord dans la reconstruction des institutions régaliennes – l'armée, la gendarmerie, la justice, l'administration territoriale. Ensuite, il faudra expliquer, dit-il, qu'il

est temps de mettre en place un planning familial pour éviter une catastrophe, même si c'est politiquement difficile. Enfin, il s'agira de mettre l'accent sur le développement rural, qui va de la création de pistes à la petite irrigation et la restauration des sols, en passant par l'électrification des zones rurales grâce au photo-voltaïque, qui devient abordable pour le moindre village.

Conclusion

Michailof a tiré la sonnette d'alarme, mettant en garde contre tout excès d'optimisme. Il dresse un constat réaliste de la situation du continent et de son niveau d'émergence. Ce qui ressort de cet ouvrage dont la richesse documentaire est inestimable, c'est que même si quelques succès ponctuels sont enregistrés, l'échec est patent et se traduit

par une instabilité politique majeure. Si un redressement rapide de la situation n'est pas entrepris et si un changement des comportements locaux et des modes de soutien de la communauté internationale n'est pas opéré, des flux migratoires s'intensifieront. L'ouvrage soulève des questions importantes pour le futur ; il remet en cause certains préjugés optimistes. Pour tous ceux qui se préoccupent de l'avenir, non seulement de l'Afrique mais également du Maghreb et de l'Europe, qui constituent autant de prolongements naturels du continent, cet ouvrage est essentiel afin d'anticiper les différents scénarios catastrophes. La question qui reste à poser est de savoir comment faire face à cette implosion sécuritaire à laquelle nous serions confrontés dans les vingt prochaines années ?

Notes

1. Jacquemot, P., 2013, *Économie politique de l'Afrique contemporaine. Concepts, analyses, politiques*, Paris : Armand Colin.
2. Severino, J-M. et Ray, M., 2010, *Le temps de l'Afrique*, Paris : Odile Jacob.
3. Brunel, S., 2014, « L'Afrique est-elle si bien partie ? », in *Afrique contemporaine*, n° 252, pp. 201-203.
4. Bouquet, Ch., 2013, « Peut-on parler de "seigneurs de guerre" dans la zone sahélio-saharienne », in *Afrique contemporaine*, n° 245, pp. 85-97.
5. Traduction du terme anglais « failed ».
6. Michailof, S. et Bonnel, A., 2010, *Notre maison brûle au Sud. Que peut faire l'aide au développement ?* Éditions Fayard, Collection Commentaires.
7. Cohen, D., Guillaumont-Jeanneney, S. et Jacquet, P., (sous la direction de), 2006, *La France et l'aide publique au développement, Conseil d'Analyse économique, Rapport n°62*, Paris : La Documentation Française.
8. Saba Apollinaire, A., 2008, *L'Afrique face à la crise. Finance et Bien commun* 2, 31-32, pp. 18-19.
9. Guillaumont, P. et Chauvet, L., 2001, « Aid and performance: A Reassessment », *Journal of Development Studies* 37-6, pp. 66-92.

